

# UGTT : Création de la coordination nationale de lutte contre l’ALECA

mardi 4 juin 2019, par [Huffington Post](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2019).

**“La coordination nationale de lutte contre l’ALECA (accord de libre- échange complet et approfondi) ne doit pas avoir une dimension partisane afin de pouvoir sauver la Tunisie ”, a souligné, jeudi, Samir Cheffi, secrétaire général adjoint de l’union générale tunisienne du travail (UGTT).**

Annonçant la création de cette coordination lors d’une conférence organisée au siège de l’UGTT à l’initiative du département de la femme, de la jeunesse ouvrière et des relations avec la société civile, Cheffi a indiqué que cette nouvelle structure sera ouverte à toutes les forces nationales y compris les partis politiques, les organisations et les associations vu que le projet de l’ALECA menace, selon lui, l’avenir économique et politique du pays.

Le responsable syndical a fait remarquer que la Tunisie a besoin, au cours de cette période critique, de renforcer l’union de toutes ses forces vives pour pouvoir protéger le pays des conséquences graves de la signature de l’ALECA sur l’économie tunisienne notamment les secteurs de l’agriculture et des services.

Dans ce contexte, il a appelé le gouvernement à faire prévaloir l’intérêt du pays lors des négociations avec l’Union européenne au sujet de l’ALECA, signalant que la coordination aura aussi pour rôle d’éclairer l’opinion publique sur les répercussions d’un tel accord sur la souveraineté du pays.

De son côté, Nouredine Tabboubi, secrétaire général de l’UGTT a souligné qu’il s’agit d’une bataille pour la préservation des acquis du pays et la souveraineté nationale dénonçant l’absence de médiatisation qui a accompagné les négociations sur l’ALECA.

Dans ce cadre, Tabboubi a précisé que le libre-échange ne concerne pas la mobilité des personnes, l’annulation des visas et l’autonomisation technologique appelant à une évaluation indépendante et réelle de l’accord de 1995.

Tabboubi a critiqué l’élaboration du projet de l’ALECA d’une manière unilatérale appelant à trouver des solutions à ce sujet pour ne pas approfondir la crise que vit le pays.

Selon lui, l’UGTT poursuivra “ sa pression positive ” pour empêcher la signature de cet accord sans la participation des compétences nationales indépendantes aux négociations pour défendre les intérêts du pays.

L’accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) fait encore des vagues. Entre adhérents et opposants, les points de vue sur cette initiative divergent.

Pour l’Union Tunisienne de l’Agriculture et de la Pêche (UTAP), le refus est [catégorique](#). Pas question d’accepter cet accord dans sa forme actuelle

Une ligne rouge, qui selon l'UTAP, menacerait la pérennité du secteur et affecterait la souveraineté alimentaire et la compétitivité des produits agricoles tunisiens.

Dans un rapport intitulé "[ALECA et agriculture : Au-delà des barrières tarifaires](#)", l'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE) pour le compte de l'UTAP et de la fondation Rosa Luxemburg a levé le voile sur les retombées néfastes de cet accord sur l'agriculture tunisienne.

De son côté le Chef du gouvernement s'est montré rassurant. "Aucun accord qui ne préserve l'intérêt de la Tunisie, des agriculteurs et des marins pêcheurs ne sera signé", lance-t-il lors du 55<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'évacuation agricole et de la célébration de la fête nationale de l'agriculture, le 12 mai 2019.

---

## **Huffington Post**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

## **P.-S.**

Bilaterals.org

<http://bilaterals.org/?ugtt-creation-de-la-coordination>